

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Novembre 2005

L'indicateur de référence de la vie économique des entreprises de la capitale

**La tendance de novembre :
« L'économie parisienne reprend du tonus ! »**

Tableau de bord : indicateurs clés de l'économie parisienne pour novembre 2005

Indicateur de variation nov. 2005 / nov. 2004	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 309 457 entreprises, soit 12 165 de plus qu'en novembre 2004	+4,09%	
Les immatriculations d'entreprises ¹	+3,33%	
<i>dont immatriculations de SARL à libre capital social</i>	+35,77%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs	+0,70%	
L'endettement fiscal des entreprises		-4,61%
L'endettement social des entreprises		-13,17%
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires		-3,34%

« **Embellie pour l'économie parisienne** ». L'économie de la Capitale montre des signes de redressement en novembre 2005. Le bilan des créations d'entreprises affiche un solde positif avec l'immatriculation de 2 761 nouvelles entités au Registre du commerce, dont 1 689 sociétés commerciales (SARL, sociétés par actions, sociétés en nom collectif). L'on constate néanmoins que les structures unipersonnelles, a priori peu créatrices d'emplois, continuent de progresser, soit une augmentation de près de 6%. En comparaison avec novembre 2004, les créations enregistrent une hausse de 3,33%. Cette bonne performance s'accompagne d'une diminution des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires, qui enregistrent une baisse de 3,34% par rapport à novembre 2004. Le mois dernier, les défaillances d'entreprises ont généralement concerné des structures de petite taille employant 1 salarié en moyenne et ayant cumulé un passif moyen de 160 000 €. En revanche, les financements accordés par les banques aux entrepreneurs ont peu progressé en novembre 2005. Les bons résultats enregistrés par l'économie parisienne devront néanmoins se poursuivre dans le prochains mois afin de confirmer cette embellie. »

IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE DE NOVEMBRE

**Augmentation des immatriculations : +3,33% par rapport à novembre 2004
Pour les 11 premiers mois de l'année, baisse de 1,48%
par rapport à la même période en 2004**

Après avoir enregistré une baisse constante depuis septembre, la création d'entreprises enregistre une reprise en novembre 2005, soit +3,33% par rapport à novembre 2004. 2 761 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce le mois dernier, contre 2 672 en novembre 2004.

Avec 1 437 immatriculations en novembre, ce sont les créations de SARL qui ont le plus progressé le mois dernier, soit +2,7% par rapport à novembre 2004. Pour les autres formes juridiques, les tendances sont les suivantes :

En hausse (par rapport à novembre 2004) :

- Les immatriculations de sociétés par actions (SA/SAS) : 178 nouvelles entreprises, soit +0,87%.
- Les créations de sociétés en nom collectif : 74 nouvelles structures, en hausse de 0,87%

En baisse (par rapport à novembre 2004) :

- Les créations de sociétés civiles : -0,60%, soit 538 entités
- Les commerçants : -1,44%, soit 195 personnes
- Les autres formes juridiques (groupements, coopératives, sociétés d'exercice libéral, etc): -2,35%, soit 12 entités.

La progression de créations de structures à unipersonnelles à responsabilité limitée se confirme en novembre 2005. 270 EURL se sont immatriculées au Registre du commerce le mois dernier, en hausse de 5,88% par rapport à novembre 2004.

Pour les 11 premiers mois de l'année 2005, la création d'entreprises enregistre un léger ralentissement. 29 022 nouvelles entités se sont immatriculées cette année, soit -1,48% par rapport à la même période en 2004. Un point positif néanmoins : les créations de sociétés commerciales, qui génèrent le plus d'activité et d'emplois, ont repris en novembre.



PROFIL DES NOUVEAUX ENTREPRENEURS PARISIENS LA TENDANCE DE NOVEMBRE 2005

**Hommes/femmes confondus, l'âge moyen des créateurs
s'établit à 39 ans et 5 mois, soit 3 mois de moins qu'en novembre 2004**

24,22% des créateurs de novembre sont des femmes et 75,78% des hommes. Leur âge moyen baisse de 3 mois par rapport à novembre 2004.

Pour les femmes, l'on observe les tendances suivantes :

- Elles sont un peu moins nombreuses qu'en novembre 2004, soit -0,8 points
- Les femmes créatrices sont un peu plus âgées que l'an passé. Leur âge moyen s'établit à 40 ans et neuf mois en novembre 2005, soit 5 mois de plus qu'en novembre 2004.
- La classe d'âge « 46 à 58 ans », soit 26,68% des entrepreneurs, enregistre une progression de +1,2 point par rapport à novembre 2004.
- Le nombre de femmes « seniors » âgées de plus de 58 ans augmente de 0,8 points.

Pour les hommes, les évolutions constatées sont les suivantes :

- Ils rajeunissent de 6 mois par rapport à novembre 2004, leur âge moyen s'établit à 39 ans et 6 mois en novembre 2005
- A l'instar des femmes, les nouveaux entrepreneurs âgés de 46 à 58 ans, sont plus nombreux qu'en novembre 2004, soit +1 point
- Les seniors de plus de 58 ans sont mieux représentés qu'en 2004. Cette classe d'âge gagne 1,6 point par rapport à novembre 2004.

Pyramide des âges des créateurs d'entreprises :

	2005			2004		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	6,26%	7,55%	5,84%	6,69%	8,22%	6,17%
Entre 26 et 35 ans	24,46%	25,00%	24,29%	25,81%	25,79%	25,81%
Entre 36 et 45 ans	29,83%	29,87%	29,81%	30,48%	30,47%	30,49%
Entre 46 et 58 ans	29,01%	26,68%	29,76%	27,96%	25,42%	28,80%
Supérieur à 58 ans	10,44%	10,91%	10,29%	9,07%	10,09%	8,73%



RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DE NOVEMBRE 2005

Hausse des radiations volontaires : +0,42%

721 dirigeants se sont présentés au greffe pour demander la radiation de leur entreprise, soit sensiblement le même nombre qu'en novembre 2004.

Pour les 11 premiers mois de 2005, 9 288 entreprises ont été radiées sur décision du dirigeant, soit une augmentation de 3,07% par rapport à la même période en 2004.



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : LA TENDANCE DE NOVEMBRE 2005

**Hausse des financements accordés aux entrepreneurs +0,70%
par rapport à novembre 2004**

Les inscriptions de fonds de commerce et outillage prises auprès du greffe se stabilisent en novembre 2005. 572 entrepreneurs ont sollicité et obtenu un prêt bancaire pour acquérir un fonds de commerce, louer, acquérir ou installer un local commercial ou encore du matériel pour exploiter leur activité, soit une légère progression de +0,70% par rapport à novembre 2004.

L'indice de confiance des banques vis à vis des entrepreneurs enregistre une nette progression en 2005. Pour les 11 premiers mois de 2005, 7 406 emprunts leur ont été accordés, ce qui représente une hausse de 6,15% par rapport à la même période en 2004.



ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL ¹ : LA TENDANCE DE L'ANNEE 2005

**Baisse des inscriptions de privilèges de la Sécurité Sociale : -13,17%
et des inscriptions de privilèges du Trésor public : -4,61%
pour les 11 premiers mois de 2005 par rapport à 2004**

En 2005, 18 217 inscriptions relatives à des cotisations impayées pour l'Urssaf ou les caisses de retraite ont été prises par ces organismes auprès du greffe. Ce poste enregistre une diminution de 13,17% par rapport à la même période de 2004. En revanche, les sommes cumulées conservées par le greffe augmentent de 72,08%.

Le Trésor public a inscrit 18 146 privilèges auprès du greffe en 2005, ce qui représente une diminution de 4,61% par rapport aux 11 premiers mois de 2004. Le montant des sommes conservées, correspondant à l'endettement fiscal des entreprises subit une légère diminution de 0,12%.

En novembre, les inscriptions prises par le Trésor public ont été moins nombreuses, soit -23,35%, ainsi que celles enregistrées par l'Urssaf auprès du greffe, soit -8,48%, par rapport à novembre 2004.



LES JUGEMENTS D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT ET DE LIQUIDATION JUDICIAIRES POUR NOVEMBRE 2005

**Diminution des jugements d'ouverture, soit -3,34%,
Baisse du passif cumulé : - 40,38% et des effectifs salariés : -31,81%
en comparaison avec novembre 2004
Pour les 11 premiers mois de 2005, les défaillances d'entreprises diminuent de 1,06%
par rapport à la même période en 2004**

Les défaillances d'entreprises enregistrent une baisse en novembre 2005. 405 décisions de redressement ou de liquidation judiciaires ont été rendues par le Tribunal de commerce de Paris le mois dernier, contre 419 en novembre 2004, soit une diminution de 3,34%. Pour les onze premiers mois de 2005, cet indicateur enregistre une baisse de 1,06% par rapport à la même période en 2004.

❖ Baisse du passif cumulé déclaré au greffe : -40,38% pour novembre 2005 ² ...

Les entreprises défaillantes ont cumulé un passif de 64 702 000 €, soit une diminution de 40,38% par rapport à novembre 2004. Le passif moyen par entreprise s'élève à 159 758 € en novembre 2005, ce qui représente une diminution de 29,47% par rapport à novembre 2004.

Pour les 11 premiers mois de 2005, le passif cumulé par l'ensemble des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires enregistre une baisse de 26,78% par rapport à la même période de 2004. Il s'élève à 881 027 931 €, à comparer avec 1 203 286 904 € pour les onze premiers mois de 2004.

❖ Et des effectifs salariés directement concernés par les procédures collectives : -31,81%

566 salariés ont été directement touchés par les défaillances d'entreprises de novembre 2005, à comparer avec 830 en novembre 2004.

¹ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

² Ces chiffres ne concernent que les déclarations de cessation des paiements.

Les branches d'activité les plus concernées ont été suivantes :

- Services aux entreprises : 42,05% des effectifs, en hausse de 2,7 points
- Commerce (gros et détail) : 17,14% des effectifs, en baisse de 16,3 points.

Et dans une moindre mesure :

- Construction : 11,48% des effectifs, en baisse de 5,1 points.

Par rapport au précédent baromètre d'octobre, les salariés du secteur des services aux entreprises et du commerce ont été moins touchés en novembre 2005.

Depuis le début de l'année 2005, 8 386 salariés ont été concernés par les redressements et liquidations judiciaires, soit 38,34% de moins que pour la même période en 2004.

❖ Les résultats en données corrigées

En excluant les entreprises recensées dans le processus appelé « Régime Général »⁴, on obtient les résultats en données corrigées³.

En novembre 2005, 3 jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires ont été prononcés à l'encontre d'entreprises disposant d'un chiffre d'affaires supérieur au seuil des 3 millions d'euros fixé par la Loi.

Ces trois entreprises qui ont cumulé un passif de 1 909 253 € employaient 30 salariés au total. Elles exerçaient leur activité dans les domaines suivants :

- Commerce de textile
- Vente de d'équipement ménager en ligne
- Achat, vente et réparation de voitures.

En novembre 2004, 7 entreprises étaient intégrées dans le « régime général ». Elles justifiaient d'un passif beaucoup plus élevé, soit 13 614 000 €, et d'un nombre de salariés trois fois plus important.

En données corrigées⁵, pour novembre 2005, le passif cumulé par l'ensemble des entreprises défaillantes s'élève à 62 792 671 €, soit une baisse de 33,84% par rapport à novembre 2004. Le greffe dénombre 536 salariés touchés, ce qui représente une diminution de 26,27% en comparaison avec novembre 2004.

Le bilan de ce mois de novembre 2005 fait état d'une baisse des jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires. Ce sont surtout des structures de petite dimension ou de taille moyenne qui ont été concernées par les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires en novembre 2005. L'augmentation des demandes d'assignation à l'initiative d'un créancier, qui avaient fortement augmenté en septembre et octobre 2005, et au sujet desquelles le Tribunal poursuit son enquête, n'ont pour l'instant pas eu de répercussions sur les jugements d'ouverture.

³ Les données corrigées s'obtiennent en soustrayant les passifs déclarés et les effectifs salariés des entreprises qui entrent dans le cadre du régime « général » des procédures collectives. Ce régime concerne les entreprises qui disposent d'un chiffre d'affaires supérieur à 3 048 980 € et/ou employant au moins 50 salariés. Un régime dit « simplifié » est appliqué aux entreprises qui se situent en dessous de ces seuils.



PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE DE NOVEMBRE 2005

**Baisse des détections des entreprises potentiellement en difficulté :
-7,77%**
Et du nombre d'entretiens accordés par les juges de la Prévention : -13,29%
par rapport à novembre 2004

190 entreprises en danger de défaillance ont été détectées par le greffe en novembre 2005, soit une baisse de 7,77% par rapport à novembre 2004. Depuis le début de l'année, 2 058 nouveaux dossiers ont été ouverts, ce qui représente une diminution de 10,21% par rapport à la même période en 2004.

Venant compléter ce dispositif de détection, les juges reçoivent sur rendez-vous les dirigeants afin de faire le point sur la situation de l'entreprise et les mesures à prendre pour sauvegarder l'entreprise et ses emplois. Selon les cas, les entrepreneurs sont orientés vers des professionnels, experts-comptables, administrateurs judiciaires, avocats qui les appuient dans leurs démarches. 274 entretiens ont été accordés en novembre 2005, soit une baisse de 13,29% par rapport à novembre 2004.

❖ **Bilan de la Prévention des difficultés des entreprises à fin novembre 2005 : baisse des emplois salariés touchés, soit -12,5%, dont 4 600 dans le secteur du commerce**

Les effectifs salariés des entreprises concernées par la Prévention s'élevaient à 11 522 personnes à fin novembre 2005, ce qui représente une diminution de 12,5% par rapport à novembre 2004. Ces dossiers sont actuellement en cours d'examen par les Juges chargés de la prévention des difficultés.

A l'image du mois d'octobre 2005, trois secteurs sont plus particulièrement concernés en novembre 2005:

- Commerce : 39,92% des effectifs totaux, soit 4 600 salariés. En hausse de +139% par rapport à octobre 2005 ;
- Services aux entreprises : 39,22%, soit 3 624 salariés. En augmentation de 31,45% ;
- Services aux particuliers : 9,08%, soit 1 046 salariés. Deux fois plus qu'en octobre 2005 également.

Le suivi des dossiers traités par la Prévention donne lieu aux constatations suivantes :

- 66,7% des entreprises poursuivent leur activité
- le Tribunal a ordonné une mise à l'enquête pour 21,7% d'entre elles
- 11,3% font l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives
- 0,4% bénéficient d'un règlement amiable

En conclusion, depuis le 1^{er} janvier 2005, les détections d'entreprises potentiellement en difficulté, ainsi que les entretiens avec les juges sont moins nombreuses qu'en 2004. L'on note cependant en novembre une forte hausse des mises à l'enquête, soit +11 points par rapport à octobre 2005, ainsi qu'une augmentation de +3 points des jugements d'ouverture de liquidation ou de redressement judiciaires à l'égard des entreprises en prévention.